Voltairenet.org Réseau Voltaire

VLADIMIR POUTINE EXPLIQUE SA POLITIQUE ÉTRANGÈRE (2ÈME PARTIE)

La Russie et l'évolution du monde

par Vladimir V. Poutine

Dans la deuxième partie de son article consacré à la politique étrangère, Vladimir Poutine fait le point sur les relations de la Russie avec l'Asie et le nouveau partenariat avec la Chine, aborde la question du bouclier antimissile étasunien, la crise en Europe et le projet d'Union économique eurasiatique, l'adhésion de la Russie à l'OMC et le *soft-power* russe dans le monde. La politique étrangère telle que l'entend Vladimir Poutine, illustrée par la position ferme de Moscou au Conseil de sécurité, tient compte des intérêts Russes, mais ouvre aussi une voie aux pays qui cherchent à s'émanciper de la domination impériale.

RÉSEAU VOLTAIRE | 9 MARS 2012

Pour la première partie de cet article, cliquer ici

L'Asie-Pacifique acquiert une nouvelle dimension

La Chine, centre crucial de l'économie mondiale, est un voisin de la Russie. Les délibérations sur son futur rôle dans l'économie

mondiale et les affaires internationales sont désormais à la mode. L'année dernière, la Chine s'est hissée au deuxième rang dans le monde en termes de PIB, et à court terme, selon les experts internationaux, notamment américains, elle dépassera les États-Unis pour cet indice. La puissance globale de la République populaire de Chine augmente également, y compris son aptitude à projeter ses forces dans diverses régions.

Quelle attitude la Russie doit-elle adopter dans le contexte du facteur chinois qui prend rapidement de l'ampleur ?

Premièrement, je suis persuadé que la croissance de l'économie chinoise n'est pas une menace mais un défi qui comporte un potentiel colossal de coopération dans le domaine des affaires, ainsi qu'une chance de gonfler les "voiles" de l'économie russe avec le "vent chinois." La Russie devrait établir plus activement des liens de coopération avec la Chine, en conjuguant les potentiels technologique et industriel des deux pays et en mettant à profit, certes de manière intelligente, le potentiel chinois, aux fins de relance économique de la Sibérie et de l'Extrême-Orient russes.

Deuxièmement, la politique de la Chine sur l'échiquier mondial n'offre aucun prétexte à accuser Pékin de chercher à dominer la planète. La voix de la Chine est, en effet, de plus en plus audible dans le monde, et la Russie s'en réjouit, car Pékin partage la vision russe de l'ordre mondial équilibré actuellement en gestation. Les deux pays continueront à s'assister mutuellement dans l'arène internationale en réglant conjointement les problèmes aigus à l'échelle régionale et mondiale et en renforçant la coopération au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies, du groupe BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), du G20, et d'autres organismes multilatéraux.

Enfin, troisièmement, la Russie a réglé tous les problèmes politiques cruciaux dans ses relations avec la Chine, dont le plus important était le litige frontalier. Un mécanisme solide et étayé par des documents juridiquement contraignants a été mis en place dans les relations bilatérales. Les deux gouvernements ont atteint un niveau de confiance sans précédent dans leurs rapports. Cela

permet à la Russie et à la Chine d'agir dans un esprit de partenariat authentique basé sur le pragmatisme et la prise en compte des intérêts mutuels. L'actuel modèle des relations sino-russes paraît extrêmement prometteur.

Ceci dit, les relations entre la Russie et la Chine ne sont certainement pas dépourvues de problèmes. Des frictions surviennent de temps en temps. Les intérêts commerciaux des deux États dans les pays tiers ne coïncident pas toujours, la Russie n'étant pas entièrement satisfaite par la structure des échanges commerciaux et par le niveau peu élevé des investissements mutuels. La Russie se prépare à surveiller de près les flux migratoires en provenance de Chine.

Toutefois, mon idée clé est la suivante : la Russie a besoin d'une Chine prospère et stable, et je suis persuadé que la Chine, à son tour, a besoin d'une Russie forte et florissante.

Un autre géant asiatique, à savoir l'Inde, fait également preuve d'une croissance rapide. La Russie et l'Inde sont traditionnellement liées par les relations d'amitié et les deux gouvernements les qualifient de partenariat stratégique privilégié. Son renforcement sera bénéfique aussi bien à nos deux pays qu'au système polycentrique tout entier en gestation dans le monde.

Nous assistons non seulement à la croissance de la Chine et de l'Inde, mais à l'augmentation du rôle de la région Asie-Pacifique tout entière. Dans ce contexte, de nouvelles perspectives de travail fructueux s'offrent dans le cadre de la présidence russe au sein de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC). En septembre 2012, la Russie accueillera le sommet de l'APEC à Vladivostok, où elle met rapidement en place des infrastructures modernes, ce qui contribuera au développement de la Sibérie et de l'Extrême-Orient russes et permettra à la Russie de rejoindre les processus dynamiques d'intégration au sein de la "nouvelle Asie."

La Russie attache actuellement et continuera à attacher dans le futur une importance prioritaire aux relations avec ses partenaires du groupe BRICS. Cette structure inédite créée en 2006 est la démonstration la plus spectaculaire du passage d'un monde unipolaire à un ordre mondial plus équilibré. Le groupe réunit cinq

pays dont la population s'élève à près de trois milliards de personnes, et qui sont dotés des plus importantes économies émergentes, de gigantesques ressources naturelles et de main-d'œuvre, ainsi que de marchés intérieurs colossaux. Après l'adhésion de l'Afrique du Sud, le groupe BRICS a acquis une dimension réellement mondiale, et il génère déjà plus de 25% du PIB de la planète.

Les pays membres du groupe sont en train de s'habituer à travailler ensemble au sein de cette structure et de s'adapter les uns aux autres. Il s'agit, notamment, de mettre en place une meilleure coordination en matière de politique internationale et de coopérer plus étroitement au sein de l'ONU. Toutefois, après avoir atteint sa vitesse de croisière, le BRICS, fort de ses cinq membres, exercera une influence extrêmement perceptible sur l'économie et la politique mondiales.

Ces dernières années, la diplomatie et le milieu des affaires russes ont commencé à attacher une plus grande importance au développement de la coopération avec les pays asiatiques, latino-américains et africains. Dans ces régions, la Russie bénéficie toujours d'une sympathie sincère. J'estime que l'un des objectifs de la prochaine période sera l'intensification de la coopération commerciale et économique entre la Russie et ces pays, ainsi que la mise en œuvre de projets conjoints dans les secteurs de l'énergie, des infrastructures, des investissements, des sciences et technologies, des banques et du tourisme.

Le rôle croissant des régions susmentionnées dans le système démocratique de gestion de l'économie et des finances mondiales se reflète dans l'activité du G20. J'estime que ce groupe deviendra prochainement un instrument stratégiquement important, non seulement de gestion en période de crise, mais également de réformes à long terme de l'architecture financière et économique de la planète. La Russie présidera le G20 en 2013. Certes, le pays devrait profiter de sa présidence pour améliorer, entre autres, l'interaction entre le G20 et d'autres structures multilatérales, notamment avec le G8 et bien sûr l'ONU.

Le facteur européen

La Russie est une partie intégrante et organique de la Grande Europe, de la civilisation européenne au sens large du terme. Les citoyens russes se considèrent comme des Européens. Nous sommes loin d'être indifférents à l'évolution de l'Union européenne.

C'est la raison pour laquelle la Russie initie la transformation de l'espace situé entre les océans Atlantique et Pacifique en une entité économique et humanitaire unifiée que les experts russes qualifient d'Union de l'Europe et qui renforcera davantage les moyens et les positions de la Russie dans le cadre de son revirement économique vers l'"Asie nouvelle."

Dans le contexte de l'essor de la Chine, de l'Inde et d'autres économies émergentes, les chocs financiers et économiques qui secouent l'Europe, auparavant oasis de stabilité et d'ordre, ne nous laissent pas indifférents. La crise de la zone euro concerne forcément la Russie, étant donné avant tout que l'Union européenne est le plus grand partenaire économique et commercial de notre pays. Il est évident que la situation en Europe est largement déterminante pour les perspectives de développement du système économique mondial dans son ensemble.

La Russie a activement rejoint les mesures internationales visant à soutenir les économies européennes en difficulté, elle participe constamment à la prise de décisions collectives au sein du Fonds monétaire international (FMI). La Russie n'exclut pas en principe la possibilité d'offrir, dans certains cas, une aide financière directe.

Néanmoins, j'estime que les injections financières en provenance de l'étranger ne peuvent constituer qu'une solution partielle. Le règlement intégral du problème nécessite des mesures énergiques systémiques. Les dirigeants européens sont confrontés à la nécessité de mettre en œuvre des réformes d'envergure visant à remanier foncièrement plusieurs mécanismes financiers et économiques destinés à assurer une véritable discipline budgétaire. La Russie a intérêt à avoir affaire à une Union européenne forte, correspondant à la vision de l'Allemagne et de la France, car nous souhaiterions concrétiser le puissant potentiel de partenariat entre la Russie et l'UE.

L'interaction actuelle de la Russie avec l'Union européenne n'est tout de même pas à la hauteur des défis mondiaux, avant tout sur le plan du renforcement de la compétitivité de notre continent commun. Je suggère de nouveau qu'un effort soit fait afin de créer une communauté harmonieuse d'économies entre Lisbonne et Vladivostok. Et à terme, il s'agit de créer une zone de libre-échange, voire des mécanismes encore plus sophistiqués d'intégration économique. Cela nous permettrait de bénéficier d'un marché commun continental se chiffrant à plusieurs milliers de milliards d'euros. Se trouve-t-il des gens pour douter que ce serait une excellente idée et que cela correspondrait aux intérêts des Russes et des Européens ?

Une coopération plus étroite dans le secteur de l'énergie, allant jusqu'à la création d'un complexe énergétique unifié de l'Europe, est un autre sujet de réflexion. Les étapes importantes visant à atteindre cet objectif sont la construction des gazoducs Nord Stream via la mer Baltique et South Stream via la mer Noire. Les deux projets ont bénéficié du soutien de plusieurs gouvernements, et les plus importantes sociétés énergétiques européennes y participent. Après la mise en exploitation intégrale de ces gazoducs, l'Europe disposera d'un système d'approvisionnement en gaz fiable, flexible et indépendant des caprices politiques de qui que ce soit. Ce sera une contribution réelle et non pas factice à la sécurité énergétique du continent. Or, ce problème revêt une importance particulière étant donné la décision de certains pays européens de réduire ou de renoncer totalement à l'énergie

nucléaire.

Force m'est de déclarer franchement que le Troisième paquet énergie, dont la Commission européenne a assuré le lobbying et qui vise à évincer du marché les entreprises russes intégrées, ne contribue pas au renforcement de nos relations. Qui plus est, étant donné la déstabilisation accrue des fournisseurs d'hydrocarbures autres que la Russie, il exacerbe les risques systémiques menaçant le secteur énergétique européen et constitue un obstacle aux investissements potentiels dans de nouveaux projets d'infrastructure. De nombreux politiques européens qui s'entretiennent avec moi se montrent critiques envers le paquet. Il s'agit d'avoir le courage d'éliminer cet obstacle du chemin de notre coopération mutuellement avantageuse.

J'estime qu'un partenariat authentique entre la Russie et l'Union européenne est impossible sans l'abolition des barrières qui entravent les contacts humains et économiques, avant tout celle du régime des visas. L'introduction d'un régime sans visas donnerait une puissante impulsion à une véritable intégration de la Russie et de l'Union européenne, elle permettrait d'élargir les contacts culturels et d'affaires, avant tout entre les petites et moyennes entreprises. La menace pour l'Europe d'un afflux de prétendus immigrés économiques en provenance de Russie relève largement de l'imagination. Les Russes ont l'occasion d'exploiter leur savoir-faire professionel dans leur patrie, et l'éventail de ces possibilités ne fait que s'élargir.

En décembre 2011, la Russie s'est concertée avec l'Union européenne pour élaborer des mesures conjointes visant à établir un régime sans visas. Elles peuvent et doivent être appliquées sans tergiverser. Mon intention est de continuer à me consacrer à ce problème de la manière la plus active.

Les relations russo-américaines

Ces dernières années, un grand effort a été réalisé afin de développer les relations entre la Russie et les États-Unis. Toutefois, la matrice de ces relations n'a pas toujours pas été radicalement transformée et elles continuent de connaître des hauts et des bas. Une telle instabilité dans le partenariat entre la Russie et les États-Unis est due, en partie, à la pérennité de certains stéréotypes et phobies. La façon dont la Russie est perçue par le Congrès américain est particulièrement révélatrice. Toutefois, le problème crucial réside dans le fait que le dialogue et la coopération bilatéraux ne s'appuient pas sur une base économique solide. Les échanges commerciaux sont loin d'être à la hauteur du potentiel des économies russes et américaines. Il en est de même pour les investissements bilatéraux. Ainsi la toile protectrice qui éviterait à nos relations des oscillations conjoncturelles n'a toujours pas été tissée. Il s'agit de la créer.

La compréhension mutuelle entre les deux pays ne s'améliore pas non plus étant donné les efforts réguliers des États-Unis pour procéder à une "ingénierie politique", notamment dans des régions traditionnellement importantes pour la Russie et également au cours des campagnes électorales russes.

Je répète que l'initiative américaine de créer l'ABM européen suscite une préoccupation de notre part tout à fait légitime. Pourquoi la Russie est-elle plus alarmée que les autres pays ? Le fait est que l'ABM européen influe sur les forces stratégiques de dissuasion nucléaire, dont seule la Russie dispose dans ce théâtre, ce qui compromet l'équilibre militaire et politique peaufiné pendant des décennies.

Le lien indissoluble entre l'ABM et les armes stratégiques

offensives est consacré par le nouveau traité de réduction des armes nucléaires START signé en 2010. Le traité est entré en vigueur et il se montre efficace. C'est un résultat crucial en matière de politique internationale. La Russie est prête à examiner divers éléments susceptibles de constituer l'agenda russo-américain en matière de contrôle des armes pour la prochaine période. La règle immuable dans ce domaine est le respect du rapport de forces et l'abandon des tentatives d'utiliser les pourparlers afin de s'assurer des avantages unilatéraux.

Qu'il me soit permis de rappeler que dès 2007 j'ai proposé au président George W. Bush à Kennebunkport de régler le problème de l'ABM. Si elle avait été adoptée, mon initiative aurait modifié la nature traditionnelle des relations russo-américaines et aurait donné une impulsion positive au processus. Qui plus est, en réalisant à l'époque un progrès dans le domaine de l'ABM, nous aurions littéralement ouvert la voie à la création d'un modèle foncièrement nouveau de coopération, proche d'une alliance, notamment dans plusieurs autres domaines sensibles.

Cela ne s'est pas produit. Il serait certainement utile de réexaminer l'enregistrement des pourparlers à Kennebunkport. Ces dernières années, le gouvernement russe a également avancé d'autres initiatives visant à trouver un terrain d'entente dans le domaine de l'ABM. Toutes ces propositions restent en vigueur.

Quoi qu'il en soit, nous ne voudrions pas mettre une croix sur la recherche de compromis dans le règlement du problème de l'ABM. Nous souhaiterions éviter que le système américain soit déployé à une telle échelle que cela rendrait nécessaire la mise en œuvre des mesures de rétorsion que la Russie a rendues publiques.

Récemment, j'ai eu un entretien avec M. Kissinger. Nous nous voyons régulièrement. Et je partage entièrement l'opinion de ce véritable professionnel, selon lequel une coopération étroite et empreinte de confiance entre Moscou et Washington est particulièrement requise au moment où le monde traverse des périodes turbulentes.

Globalement, la Russie était prête à fournir un effort réellement important afin de développer ses relations avec les États-Unis et de

réaliser un progrès qualitatif, à condition toutefois que les Américains appliquent dans la pratique le principe du partenariat équitable et mutuellement respectueux.

La diplomatie économique

En décembre 2011, la Russie a adhéré à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) au terme d'une épopée longue de plusieurs années. J'aimerais faire remarquer qu'à l'étape finale de ce processus, l'administration de Barack Obama et les dirigeants de plusieurs puissances européennes ont apporté une contribution active à la finalisation des accords.

En toute honnêteté, ce processus long et ardu nous a souvent donné envie de "claquer la porte" et de tout abandonner. Toutefois, la Russie n'a pas cédé aux émotions. Au final, notre pays a obtenu des compromis avantageux : les intérêts des producteurs industriels et agricoles russes ont été respectés dans l'attente d'une concurrence accrue de la part des entreprises étrangères. Les acteurs économiques russes bénéficieront de nouvelles possibilités considérables pour accéder au marché mondial et pouvoir y protéger leurs droits de manière civilisée. Pour moi, c'est cela qui constitue le principal résultat et non pas le fait symbolique de l'adhésion de la Russie au "club" mondial du commerce.

La Russie respectera les normes de l'OMC, au même titre que tous ses autres engagements internationaux. Je compte sur un respect similaire des règles du jeu de la part de nos partenaires. Qu'il me soit permis de faire remarquer en passant que nous avons déjà intégré les principes de l'OMC sur la base juridique de l'Espace

économique commun regroupant la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan.

En analysant notre façon de promouvoir les intérêts économiques russes sur l'échiquier mondial, on se rend compte que nous en sommes encore à l'étape de l'apprentissage pour le faire de manière systémique et cohérente. Contrairement à nos divers partenaires occidentaux, nous ne possédons pas encore la technique pour promouvoir correctement les mesures profitables aux entreprises russes sur les plateformes où s'effectuent les échanges commerciaux internationaux.

Or, il nous incombe la tâche de résoudre des problèmes cruciaux dans ce domaine en tenant compte du fait que le développement innovateur revêt une importance prioritaire pour la Russie. Il s'agit de garantir à la Russie des positions équitables dans le système actuel des relations économiques mondiales et de réduire au minimum les risques inhérents à l'intégration du pays à l'économie mondiale, notamment dans le contexte de l'adhésion mentionnée à l'OMC et de l'adhésion imminente de la Russie à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

La condition sine qua non est un accès plus libre et non-discriminatoire de la Russie aux marchés extérieurs. Actuellement on ne prend pas de gants à l'étranger avec les acteurs économiques russes. Ils sont confrontés à des mesures restrictives de nature commerciale et politique, on érige des barrières qui désavantagent les entreprises russes dans la concurrence.

Il en est de même en ce qui concerne les investissements. La Russie cherche à attirer des capitaux étrangers dans son économie en leur ouvrant les secteurs les plus intéressants et en leur offrant de véritables "morceaux de choix", notamment dans le secteur de l'énergie et des hydrocarbures. Or, les investisseurs russes ne sont pas choyés à l'étranger, voire sont souvent ostensiblement repoussés.

Les exemples sont légion. Il suffit de rappeler l'histoire de l'allemand Opel que les investisseurs russes n'ont finalement pas pu acquérir, même en dépit de l'approbation de la transaction par le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et de la

réaction positive des syndicats allemands. Il y a également des cas scandaleux où les entreprises russes se voient refuser la jouissance des droits d'investisseur après avoir investi des sommes considérables dans des actifs à l'étranger. Ces exemples sont particulièrement fréquents en Europe centrale et de l'Est.

Tout cela nous inspire l'idée de la nécessité de renforcer l'accompagnement politique et diplomatique des entreprises russes sur les marchés extérieurs et d'accorder un soutien plus massif à nos projets d'envergure et revêtant une importance symbolique. Il ne faut pas non plus oublier que face à la concurrence déloyale, la Russie est à même de réagir de manière symétrique.

Le gouvernement et les associations des milieux d'affaires russes devraient coordonner plus précisément leurs efforts dans l'arène internationale, mieux promouvoir les intérêts des entreprises russes et les assister dans l'implantation sur de nouveaux marchés.

J'aimerais également attirer l'attention sur un fait important qui détermine largement le rôle et la place de la Russie dans le rapport de forces politiques et économiques actuel et futur au niveau international. Il s'agit du territoire immense de notre pays. Il ne correspond certes plus à un sixième des terres émergées, néanmoins la Fédération de Russie reste l'Etat le plus étendu et doté de ressources richissimes sans égales au monde. Je ne parle pas seulement du pétrole et du gaz mais également des forêts, des terres agricoles et des réserves d'eau douce pure.

Autrement dit, le territoire russe est la source de la force potentielle de la Russie. Auparavant, l'étendue immense du territoire russe assurait principalement la protection de la Russie contre les invasions étrangères. Aujourd'hui, en appliquant une stratégie économique judicieuse, elle pourrait devenir la base cruciale pour augmenter la compétitivité du pays.

J'aimerais évoquer notamment la pénurie d'eau douce qui s'aggrave rapidement dans le monde. On peut prévoir à court terme le déclenchement d'une compétition géopolitique pour les ressources aquatiques et pour la possibilité de fabriquer des produits nécessitant une grande consommation d'eau. La Russie obtient ainsi un atout majeur. Or, elle est consciente de la nécessité

de gérer cette richesse avec parcimonie et en faisant des calculs stratégiques.

Le soutien aux Russes de l'étranger et la culture russe dans le contexte international

Le respect de sa patrie est notamment conditionné par l'aptitude de cette dernière à protéger ses citoyens et les personnes appartenant à la même ethnie à l'étranger. Il est important de ne jamais oublier les intérêts des millions de Russes vivant à l'étranger ou se rendant dans d'autres pays en congé ou en mission. Je voudrais souligner que le ministère russe des Affaires étrangères, ainsi que toutes les missions diplomatiques et consulaires sont tenues de fournir une aide et une assistance réelle aux Russes 24 heures sur 24. Les diplomates doivent réagir immédiatement, sans attendre que les médias ne tirent la sonnette d'alarme, aux collisions survenant entre nos citoyens et les autorités locales, ainsi qu'aux incidents et aux accidents de transport.

Nous agirons avec la plus grande détermination afin d'obtenir que les gouvernements letton et estonien mettent en œuvre les nombreuses recommandations des plus importantes organisations internationales relatives au respect des droits généralement reconnus des minorités ethniques. L'infâme statut de "non-citoyen" est inacceptable. Comment peut-on d'ailleurs accepter le fait qu'un Letton sur six et un Estonien sur treize soient des "non-citoyens" dépourvus des droits politiques, électoraux, sociaux et politiques fondamentaux, ainsi que de la possibilité d'utiliser librement la langue russe.

Prenons à titre d'exemple le référendum qui s'est tenu tout récemment en Lettonie et portant sur le statut de la langue russe. Il a de nouveau clairement montré à la communauté mondiale l'acuité du problème. Le fait est que plus de 300.000 "non-citoyens" se sont de nouveau vu refuser le droit de participer au vote. Et le refus de la Commission électorale centrale de Lettonie d'accorder à la Chambre sociale russe le statut d'observateur au référendum est absolument révoltant. Or, les organisations internationales chargées de faire respecter les normes démocratiques généralement reconnues semblent se murer dans leur silence.

Globalement, la façon dont la problématique relative aux droits de l'homme est exploitée dans le contexte des relations internationales est peu susceptible de satisfaire la Russie. Premièrement, les États-Unis et d'autres pays occidentaux cherchent à monopoliser la protection des droits de l'homme, la politiser intégralement et en faire un moyen de pression. Parallèlement, ils ne tolèrent pas les critiques à leur égard et y réagissent d'une manière extrêmement maladive. Deuxièmement, le choix d'objets de monitorage par les défenseurs des droits de l'homme est sélectif. Au lieu d'appliquer des critères universels, les États qui ont "privatisé" ce dossier, agissent à leur guise.

La Russie se sent victime de la partialité, du parti pris et de l'agressivité des critiques malintentionnées dont elle est l'objet et qui dépassent parfois toutes les bornes. Les critiques justifiées des défauts ne peuvent qu'être saluées et donner lieu à des conclusions adéquates. Or, face aux critiques infondées, qui s'abattent vague après vague et visent à manipuler systématiquement l'attitude des citoyens des pays en question envers la Russie, ainsi qu'influencer directement la situation politique en Russie, on se rend compte que ces efforts ne sont pas motivés par des principes démocratiques de la plus haute moralité.

Le domaine des droits de l'homme ne doit être monopolisé par personne. La Russie est une jeune démocratie, et elle se montre souvent excessivement modeste en ménageant l'amour-propre de ses partenaires aguerris. Or, la Russie a son mot à dire : nul n'est

parfait quant au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Les démocraties bien établies commettent également des violations sérieuses dans ce domaine, et il ne faut pas les passer sous silence. Certes, il ne s'agit pas d'échanger tout bêtement des accusations insultantes, sachant que toutes les parties profitent d'une discussion constructive des problèmes relatifs aux droits de l'homme.

Fin 2011, le ministère russe des Affaires étrangères a publié son premier rapport Sur la situation des droits de l'homme dans certains pays du monde. J'estime que cette activité devrait s'intensifier, notamment afin de contribuer à une coopération plus large et équitable dans la totalité du secteur des problèmes humanitaires et à la promotion des principes fondamentaux de la démocratie et des droits de l'homme.

A ce propos, les faits mentionnés ne sont qu'une partie de l'accompagnement informationnel et propagandiste des activités internationales et diplomatiques de la Russie et de la création d'une image objective de la Russie à l'étranger. Force nous est de reconnaître que nos succès en la matière ne sont pas nombreux. Nous sommes souvent battus sur le terrain informationnel. C'est un problème à part entière et à plusieurs facettes auquel il s'agit de se consacrer sérieusement.

La Russie est l'héritière d'une grande culture reconnue aussi bien en Occident qu'en Orient. Mais nos investissements dans les industries culturelles et dans leur promotion sur le marché mondial restent encore très faibles. La renaissance de l'intérêt mondial envers le domaine culturel et celui des idées qui se traduit par l'implication des sociétés et des économies dans le réseau mondial d'information offre des opportunités supplémentaires à la Russie, dotée de talents confirmés dans la production des valeurs culturelles.

La Russie est non seulement à même de conserver sa culture mais de l'utiliser en tant que facteur puissant de promotion sur les marchés mondiaux. L'espace russophone englobe pratiquement tous les pays de l'ex-URSS et une partie significative de l'Europe de l'Est. Il ne s'agit pas d'un empire mais d'une expansion culturelle.

Ce ne sont pas les canons, ni l'importation de régimes politiques mais l'exportation de l'enseignement et de la culture qui contribueront à la création d'un cadre favorable aux produits, aux services et aux idées russes.

La Russie doit renforcer de plusieurs crans sa présence dans le monde en matière d'enseignement et de culture et l'augmenter tout particulièrement dans les pays où une partie de la population parle ou comprend le russe.

Il est nécessaire de discuter sérieusement de la manière la plus efficace d'améliorer la perception objective de la Russie grâce à l'organisation dans notre pays d'importants événements internationaux, à savoir du sommet de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) en 2012, des sommets du G20 et du G8 en 2013 et 2014, de l'Universiade de 2013 à Kazan, des Jeux olympiques d'hiver de 2014, ainsi que des Coupes du monde de hockey sur glace et de football de 2016 et de 2018.

La Russie est disposée à continuer d'assurer sa sécurité et de faire respecter ses intérêts nationaux par le biais de sa participation la plus active et la plus constructive à la politique mondiale et au règlement des problèmes mondiaux et régionaux. Notre pays reste ouvert à une coopération sérieuse et mutuellement avantageuse, ainsi qu'au dialogue avec tous ses partenaires étrangers. Nous nous employons à comprendre et à prendre en compte les intérêts de nos partenaires, mais nous les prions de respecter également les nôtres.

Vladimir V. Poutine

Source : « La Russie et l'évolution du monde », par Vladimir V. Poutine, *Réseau Voltaire*, 9 mars 2012, www.voltairenet.org/a172990